



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale (FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org



Déclaration Fédérale

Sur l'obligation « vaccinale » des soignants et plus ...

En préambule, il est nécessaire de rappeler que la FSAS-CGTG n'est pas anti-vaccins, encore moins conspirationniste si tant est ce mot avait un sens pour faire avancer le débat sainement et scientifiquement. Elle n'est pas anti-vaccins parce qu'elle défend les intérêts, entre autres, de soignants mais elle est tout simplement partisane du principe de précaution et de la méthodologie scientifique.

Nous rappelons que cette méthodologie scientifique exige de l'éthique, des arguments solides et la vérification des hypothèses (Pas de tergiversations). Dès le début de la pandémie, la FSAS-CGTG s'est élevée contre les orientations prises par les autorités en termes de gestion sanitaire et de choix thérapeutiques. **En Décembre 2020**, nous avons vu venir le coup en dénonçant la demande qui était déjà faite par certaines « personnalités publiques » quant à imposer les solutions hydro géniques qualifiées de vaccins pour la circonstance.

Un vaccin est, par définition, une « *Substance d'origine microbienne (microbes vivants, atténués ou tués et substances solubles) qui, administrée à un individu ou à un animal, lui confère l'immunité à l'égard de l'infection déterminée par les microbes mêmes dont elle provient et parfois à l'égard d'autres infections* ». Que le progrès scientifique conduise à revoir cette définition de par les nouvelles possibilités technologiques, cela se conçoit. A condition que les mêmes règles imposées aux vaccins classiques soient respectées... **Ce qui n'est aucunement le cas pour les produits que l'on nous présente comme seule sortie possible de cette crise** alors même qu'ils ont une **autorisation... Provisoire donc sont en essai clinique !**

Les autorités en charge de la gestion de cette crise ont délibérément écarté toutes les possibilités conventionnelles et éprouvées, à coup de dénigrement

et d'interdiction de ceux (**pourtant des scientifiques de grande notoriété internationale**) qui les promouvaient, pour ouvrir grande la porte à des produits qui, vraisemblablement, sont beaucoup plus rentables pour leurs producteurs. Sauf que ces producteurs ces décideurs ont organisé l'impossibilité de poursuites judiciaires pour celles et ceux qui auraient des effets secondaires graves, vous avez dit « Etat de Droit » ? **Quand nous connaissons le palmarès judiciaire de ces groupes pharmaceutiques transnationaux, sans compter que l'un d'entre eux n'as jamais produit un seul médicament par le passé, nous sommes en droit de douter.**

Il fut une époque bénie, où le doute et le temps étaient des outils incontournables pour un scientifique, or nous constatons que c'est la certitude et l'empressement qui ont pris le pas quitte à oublier qu'il y a des vies humaines en jeu... **TOUSA POU LAJAN !** On joue à culpabiliser celles et ceux qui doutent et font le choix d'attendre qu'un vrai vaccin soit mis sur le marché tout en prenant leur précaution. En quoi un « non-vacciné » serait-il dangereux, voire criminel (Dixit l'ARS), pour un « vacciné » ? Si c'est le cas, cela confirme que ce n'est pas un produit de catégorie « vaccin » et encore moins maîtrisé depuis plus de vingt ans contrairement aux assertions de ses défenseurs. **C'est à croire que l'on nous prend pour des demeurés !**

NI PARIAS, NI PESTIFERES !

Bien pire ! On s'amuse à confondre « antivax » et prudents, tout en faisant un tapage communicationnel et émotionnel au prétexte de l'urgence de revenir à une « vie normale ». Les prétendues mesures restrictives, tant vantées dans les points presse hebdomadaires, auraient permis une chute épidémique (**avec une « vaccination » très faible s'il vous plaît !**) juste le temps de permettre aux financeurs d'élections de se réoxygéner, financièrement durant les deux mois courants, en faisant venir des cargos volants. Le hasard n'ayant pas sa place ici, il est même déjà prophétisé une reprise au mois de Septembre et bien évidemment, c'est déjà de la faute de la population Guadeloupéenne.

Certains ont pris le parti de convoquer les vaccinations obligatoires existantes pour justifier leur positionnement **en omettant de préciser que tous les vaccins en question étaient éprouvés des années avant leur obligation**, y compris celui de l'hépatite B. **Sachant que vacciner en pleine épidémie est une hérésie**, nous rappelons que deux types de produits sont autorisés en France, mais en fait par l'Europe qui finance à coup de Milliards : le « vaccin » à vecteur viral non réplicatif (Astrazéca et Janssen) et le « vaccin » à ARN Messenger (Pfizer, Curevac et Moderna). Ces deux types de produits bénéficient d'une autorisation provisoire parce qu'ils ont été « développés » dans l'urgence.

Sur le plan mondial, si le « sputnik V » est à vecteur viral, il demeure l'unique « vaccin » ayant fait l'objet d'une publication scientifique indépendante « *certifiant sa qualité et son efficacité* ». Les chinois ont fait le choix d'un vaccin classique, un coronavirus atténué et les cubains ont fait le choix d'une diversité en produisant un produit à vecteur viral, un vaccin classique et des produits stimulant l'immunité à base d'interféron. Beaucoup de pays ont fait le choix de traitements divers et variés avec des résultats plus ou moins probants.

Depuis quelques temps et de manière concertée, une armada médiatisée - faisant appel à des méthodes moyenâgeuses - s'est mise au service du gouvernement pour traiter les soignants, et plus généralement les non-vaccinés, d'irresponsables.

Où donc étaient planqués tous ces moralistes de salon qui viennent culpabiliser des professionnels qui se donnent corps et âmes avec peu de moyens ? Où étaient-ils durant la grève de 2019 pour revendiquer les moyens nécessaires au CHUG ? Où étaient-ils après l'incendie du CHUG ? Où étaient-ils au début de la pandémie où seuls les professionnels de santé, du médicosocial et du social affrontaient à mains nues le virus ?

En vérité, cela cache l'incompétence notoire et l'échec lamentable de ce gouvernement à la botte des puissances financières. Ils ont fait le choix délibéré de subventionner à coups de milliards des produits - dont seuls les producteurs prétendent leur efficacité - en écartant toutes autres pistes pourtant moins coûteuses, dont **la chloroquine et désormais l'ivermectine**. Ce gouvernement a menti et tergiversé au début et pendant le fort de la crise en laissant les professionnels dans des conditions déplorables. Il y a eu le temps où ces derniers étaient même adulés pour passer la pommade et voilà qu'ils deviennent des pestiférés.

En vérité, cela cache aussi l'échec total de la théorie néolibérale qui prétend vouloir faire plus avec moins et cela se ressent aujourd'hui après la fermeture de lits (**même pendant cette crise sanitaire**), de services et d'hôpitaux durant toutes ces années. Cela fait des années que la FSAS-CGTG dénonce ces fermetures et prévient de leurs conséquences sur un archipel balayé par une multitude de risques. Déjà, après l'incendie du CHUG, la FSAS-CGTG avait fait la proposition d'un hôpital modulaire qui aurait été de grande utilité sous cette pandémie, mais les décideurs ont fait le choix de payer plus d'un million d'euros mensuels de loyers à des investisseurs privés.

La raison n'a plus sa place dans cette gestion crétine et inhumaine ! **Les seuls et uniques responsables de la situation sont le gouvernement et ses ramifications locales, les politiciens complices par engagement ou silence et autres vociférateurs qui abusent de leur positionnement pour tromper la population et participer à la diviser entre pro et anti-vaccin**. Nous ne devons pas tomber dans le piège mais nous mobiliser pour y mettre un cran d'arrêt et dénoncer les vrais responsables qui pavanent sur les plateaux télé et radio pour invectiver et mentir à tir larigot.

Leurs arguments sont fallacieux :

- Veran lui-même affirmait que 80% de la population serait favorable à cette « vaccination », **pourquoi alors l'imposer ?**
- Ils se basent sur les seules études fournies par les laboratoires qui produisent ces produits pour affirmer de leur efficacité. **Aucune étude scientifique indépendante ne confirme les résultats de ces laboratoires.**
- Tous les pays qui ont « vacciné » à fond et dont ils faisaient l'éloge, connaissent un retour de bâton de plus en plus inquiétant. Le Royaume-Uni, si adulé pour la vaccination totale à base d'ARN, revient aux principes de base : **vivre avec le virus**. Mieux, elle essaie et vas produire un vaccin classique, le *Valnéva*, pour le compte d'une entreprise... Française mais boycottée par le gouvernement.
- Ils interdisent non seulement les traitements mais aussi les vaccins classiques ou concurrents. C'est le cas pour le *sputnik* et le *Valnéva*. Ce qui laisse à penser que c'est plus une affaire de gros sous, **notre santé leur importe peu.**
- Ils parlent de troisième injection pour les primo « vaccinés », ce qui démontre **la non-fiabilité de ces produits**. Cela ressemble plus à des injections perpétuelles pour maintenir à flot les caisses des laboratoires.
- Depuis le début et jusqu'à ce jour, ils obligent les professionnels contaminés à venir travailler plutôt que de les remplacer, **comment accuser ces derniers d'être aujourd'hui les vecteurs ?**
- Le dernier variant Delta, s'il est très transmissible, est moins létal que le premier virus. **Pourquoi cet affolement ?**
- Ils nous culpabilisent en parlant de solidarité mais fuient leur solidarité en « optimisant » leurs cotisations sociales et leurs contributions fiscales. **Où est la solidarité dans leurs pratiques ?**
- Ils veulent imposer **un passeport vaccinal nous ramenant aux heures sombres de l'histoire ségrégationniste.**
- Sans compter qu'en cas de complications, **les « vaccinés » n'ont aucune possibilité de recours.**

Ainsi, la prestation médiatique de Macron a bien démontré l'essoufflement d'une stratégie à l'aveugle qui a mis en danger de mort toute une population. Après avoir détruit le système de santé pendant des années, ils poursuivent leur sale besogne en voulant imposer une médecine génétique plus rentable mais dénuée de toute éthique. Mais dans les faits, il a réussi son coup de diviser la population pour lui permettre de continuer ses réformes iniques (Retraites, Chômeurs... et même la santé).

La FSAS-CGTG condamne fermement la volonté du gouvernement d'imposer aux soignants, aux intervenants du médicosocial, du social, des services à la personne **puis à toute la population**, une stratégie dite « vaccinale » qui ne réglera en rien cette pandémie mais jette le discrédit sur la science.

La FSAS-CGTG appelle tous les professionnels du sanitaire, du médicosocial, du social et des services à la personne, à se mobiliser contre l'obligation « vaccinale ». Le libre-choix individuel doit prévaloir.

La FSAS-CGTG réitère son appel de Décembre 2020 à un front commun des organisations syndicales, des organisations politiques, des personnalités, des citoyens et citoyennes soucieux des libertés publiques.

La FSAS-CGTG appelle tous ses militants à se mobiliser dans les actions à venir.

LA FSAS-CGTG exige :

- DES MOYENS ET DES TRAITEMENTS POUR SOIGNER !
- L'ARRÊT DES LICENCIEMENTS EN PLEINE PANDEMIE !
- L'ARRÊT DE LA REFORME DE LA RETRAITE !
- L'ARRÊT DE LA REFORME SUR LE CHÔMAGE !
- LA RECONNAISSANCE DU TRAVAIL DES PROFESSIONNELS !
- LE RESPECT DE LA LIBERTE INDIVIDUELLE DE PARTICIPER OU NON A L'ESSAI CLINIQUE A BASE D'ARN CONTRE LA COVID !
- L'ARRÊT DU PASS SANITAIRE !
- L'AUTORISATION POUR LES VACCINS CLASSIQUES EXISTANTS DEJA OU EN PASSE DE L'ÊTRE !

NON A LA DIVISION !

Basse-Terre, le 24 Juillet 2021